

Vers une institutionnalisation du droit de l'aide et de l'action sociales au Liban à la lumière de l'expérience française (Document en Français)

▼ Accès au(x) document(s)

Accéder au(x) document(s) :

 <https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/a22a5482-08e7-485b-a0fb-1ce305dc5ca6>

Ce document est protégé en vertu du Code de la Propriété Intellectuelle.

Modalités de diffusion de la thèse :

- **Thèse consultable sur internet, en texte intégral.**

▼ Informations sur les contributeurs

Auteur : [Efrem Micheline](#)

Date de soutenance : 28-06-2018

Directeur(s) de thèse : [Borgetto Michel](#) - [Daou Rodny](#)

Etablissement de soutenance : [Paris 2 - Université Saint-Esprit \(Kaslik, Liban\). Faculté de droit](#)

Ecole doctorale : [Ecole doctorale Georges Vedel Droit public interne, science administrative et science politique \(Paris\)](#)

▼ Informations générales

Discipline : Droit social

Classification : Droit

Mots-clés libres : Aide sociale, Action sociale, Institutionnalisation, Décentralisation, Famille, Enfance, Personnes âgées, Personnes handicapées, Santé, Exclusion sociale

Mots-clés :

- Exclusion sociale - Liban
- Exclusion sociale - France
- Aide sociale -- Droit - France
- Aide sociale -- Droit - Liban
- Enfants -- Protection, assistance, etc. - France
- Enfants -- Protection, assistance, etc. - Liban
- Handicapés -- Protection, assistance, etc. - France
- Handicapés -- Protection, assistance, etc. - Liban
- Personnes âgées -- Protection, assistance, etc. - France
- Personnes âgées -- Protection, assistance, etc. - Liban
- Organisations non gouvernementales - Liban
- Politique sociale -- France

Résumé : L'exclusion sociale est aujourd'hui l'une des questions sociales majeures de nos sociétés, qu'elles soient développées ou en voie de développement. En France, le régime de l'aide et de l'action sociales a connu, au fil des temps, une évolution importante, aux niveaux juridique, administrative et financière, au terme de laquelle ce pays a pu assurer à toutes les personnes en situation d'exclusion une aide sociale destinée à répondre à leurs besoins primordiaux, et une action sociale visant à leur permettre d'améliorer ladite situation. Au Liban, l'aide et l'action sociales, règlementées par quelques textes éparpillés, demeurent jusqu'ici en grande partie l'oeuvre des associations caritatives et institutions religieuses, en l'absence de plan social adopté par l'État dans ce domaine. La présentation de l'expérience française, très riche en la matière, permet d'offrir de nouvelles perspectives en vue de la mise en place au Liban d'un régime socio-juridique d'aides et d'actions en faveur notamment de la famille, de l'enfance, des personnes handicapées, des personnes âgées dépendantes et d'autres. Grâce à l'institutionnalisation d'un droit de l'aide et de l'action sociales, le Liban pourrait ainsi évoluer vers un « État social », c'est-à-dire un État qui reconnaît et garantit des droits sociaux à chacun et à tous.

▼ Informations techniques

Type de contenu : Text

Format : PDF

▼ Informations complémentaires

Entrepôt d'origine : STAR : dépôt national des thèses électroniques françaises

Identifiant : 2018PA020021

Type de ressource : Thèse
